



Institut Tunisien de la Compétitivité
et des Etudes Quantitatives

POLICY BRIEF

OCTOBRE 2025

Résilience de l'économie tunisienne : Mesure et Positionnement extérieur

Thouraya LAKOUD

Économiste en chef, Direction centrale de la synthèse et modélisation, ITCEQ

Sonia MAHFOUDH

Économiste en chef, Direction centrale de la compétitivité, ITCEQ

Walid MENSI

Ingénieur statisticien Analyste, Direction centrale des études économiques, ITCEQ

Ce document a été réalisé dans le cadre du programme de mentorat conduit par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) au sein du projet Savoirs éco Tunisie, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France.

Remerciements : Les auteur.es remercient le mentor, M. Sébastien Jean, Professeur titulaire de la chaire Jean-Baptiste Say d'économie industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris.

À l'heure où les crises multidimensionnelles se multiplient avec des répercussions de plus en plus systémiques (récessions économiques, instabilité sociale, changement climatique, tensions géopolitiques ...), si certaines économies parviennent à contenir les effets négatifs et se rétablissent rapidement sans endurer de perte, d'autres économies mettent plus de temps et parfois encourrent des pertes irréversibles compromettant leur retour à la situation initiale. Dans ce contexte, la résilience des économies qui désigne leurs capacités à absorber, à récupérer et à s'adapter face aux chocs, est devenue un enjeu majeur pour orienter l'action publique dans un contexte incertain déstabilisé par les chocs.

La Tunisie, petite économie ouverte, n'a pas été à l'abri des chocs. Tant s'en faut, l'économie nationale a connu au fil du temps des dysfonctionnements ayant parfois débouché sur des sous-performances fort déstabilisantes sur le plan sociopolitique. Toutefois, plusieurs institutions internationales estiment que la Tunisie a fait preuve d'une certaine capacité de résilience face aux chocs, en dépit d'une longue période de faible croissance depuis plus d'une décennie (1.1% en moyenne sur la période 2010-2024).

Dans quelle mesure cette perception est-elle valide ? Comment peut-on caractériser la réponse de l'économie tunisienne face aux chocs ? Quels sont les déterminants de cette résilience ? Et, comparativement à d'autres pays, la Tunisie a-t-elle été plus résiliente ?

Pour répondre à ces questions, le présent Policy brief s'attache à établir un inventaire des chocs subis par l'économie tunisienne en mettant en relief les effets et capacité d'ajustement sous-jacents (i), présenter le cadre conceptuel de la résilience économique abordée selon une double approche par capacité et par dimension (ii), analyser les principaux résultats selon une double lecture temporelle et comparative de l'Indice synthétique de résilience de l'économie tunisienne (ISRE) (iii), et proposer quelques mesures de politique économique pour renforcer la résilience économique de la Tunisie (iv).

1. L'économie tunisienne à l'épreuve des crises : un impact mitigé selon le choc

Depuis 1980, l'économie tunisienne a connu une succession de phases d'expansion et de récessions sous l'effet de chocs externes et internes d'amplitudes différentes, mais qui a tendance à devenir plus fréquente sur la période récente. Ainsi, elle a enregistré trois années de croissance économique négative qui marquent des dates de dysfonctionnement du système économique. Ces années coïncident avec la crise financière et économique pré-ajustement structurel de 1986 révélant une impasse budgétaire et une dépendance extérieure accrue, la révolution de 2011 qui a bouleversé les fondements institutionnels et provoqué une instabilité prolongée et la crise sanitaire de 2020 qui a paralysé les secteurs productifs et accentué les vulnérabilités sociales.

Pour analyser l'ajustement de l'économie et sa capacité à faire face aux chocs économiques qui se sont reproduits entre 2000 et 2024¹, trois métriques sont utilisées pour évaluer les capacités de redressement selon les trois temps de résilience : i) l'impact du choc sur le produit intérieur brut (PIB) trimestriel en termes absolu et en terme relatif, ii) la durée de récupération et iii) le rebond en termes absolu s'il existe qui reflète la capacité de l'économie à dépasser le niveau initial d'avant crise. Les résultats de cette démarche montrent deux profils de l'économie tunisienne face aux chocs. Par rapport aux chocs avant 2011, l'économie tunisienne a montré une capacité de résilience avec un temps de récupération court de 1 trimestre et un impact de moindre importance. Depuis 2011, cette capacité s'est affaiblie puisque la

¹ La datation des chocs économiques entre 2000 et 2024 est établie par rapport à deux méthodes sur la base d'un écart négatif du taux de croissance du PIB réel d'au moins 2 points de % par rapport à la tendance calculée selon une périodicité de 8 ans et par rapport à la tendance calculée par le filtre Hodrick-prescott.

durée de récupération s'est prolongée pour dépasser le trimestre avec un impact plus fluctuant en fonction de l'intensité du choc et sa diffusion dans l'économie. Ainsi, suite au choc du covid19 survenue en 2020, l'économie tunisienne a attendu 19 trimestres pour retrouver son niveau du PIB de 2019 soit presque 5 ans. La récupération a été lente par rapport aux délais généralement plus courts (1 trimestre) des chocs qui ont eu lieu auparavant.

Tableau 1. Impact des chocs et délais d'ajustement de l'économie tunisienne

Choc	Impact/Perte en MD de 2015	Impact en % du PIB trimestriel avant choc	Durée de Récupération/ Trimestre	Récupération moyenne en MD de 2015 /Trimestre	Rebond en MD de 2015
Attentats du 11 septembre aux Etats-Unis					
2001	37.0	0.3%	1	37.0	53.7
2008	36.1	0.2%	1	36.1	191.4
2011	830.4	4.0%	6	138.4	105.3
2013	165.5	0.8%	1	165.5	41.8
2015	40.3	0.2%	4	10.1	127.1
2020	4492.0	18.5%	19	236.4	-
2022-2023					
Guerre en Ukraine/Sécheresse	161.9	0.7%	4	40.47	84.5

Source : INS, calcul ITCEQ

L'analyse de l'impact des chocs internes et externes sur l'économie tunisienne montre une transmission des effets principalement à travers certains secteurs stratégiques : l'agriculture sur fond de sécheresse récurrente et variable selon les régions, le secteur du tourisme en lien avec la conjoncture extérieure, le secteur d'extraction de pétrole, gaz et minerais sous l'effet de l'épuisement des gisements, ainsi que les industries en amont et en aval de ces filières (raffinage, agroalimentaire, industries chimiques). Les contraintes structurelles (épuisement des ressources naturelles, rigidité de l'offre touristique...), associées aux retournements conjoncturels (ralentissements de la croissance mondiale, fluctuation des IDE et des transferts de résidents à l'étranger et variations des prix des produits de base) - ont mis en évidence la dépendance extérieure accrue du pays et limité la capacité de l'économie nationale à absorber et à se rétablir des chocs, accentuant les risques pour la croissance et la cohésion sociale.

Ce jugement n'est pas pour autant suffisant pour caractériser à sa juste valeur la résilience de l'économie tunisienne et apprécier sa dynamique. Disposer, ainsi, d'un outil statistique de mesure de la résilience économique permet d'identifier les fragilités, de suivre les capacités de réaction et d'éclairer les politiques publiques pour mieux préparer le pays aux chocs à répétition.

2. Pour une mesure synthétique de la résilience économique

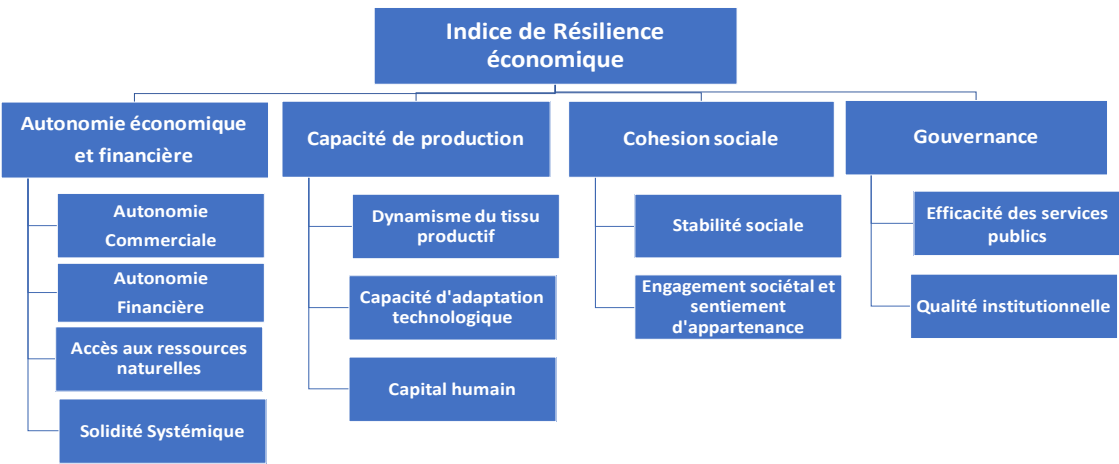
La mesure de la résilience économique est développée sur la base d'un cadre conceptuel élaboré à partir d'une revue de la littérature théorique et empirique et les spécificités de l'économie tunisienne compte tenu de la caractérisation des chocs qu'elle a subie. L'identification des déterminants de la résilience repose sur les aptitudes et les capacités de l'économie tunisienne à maintenir le système en fonction face

aux chocs, en satisfaisant ses différents besoins sans interruption de l’offre tout en préservant la stabilité économique, financière, sociale et environnementale.

Sur cette base, les déterminants de la résilience économique identifiés sont renseignés par des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui sont groupés par dimension et par capacité en concordance avec la définition de la résilience.

Par dimensions, compte tenu des déterminants identifiés, un indice synthétique (ISRE^d) est construit selon quatre axes qui sont l’autonomie économique et financière, la capacité de production, la cohésion sociale et la gouvernance.

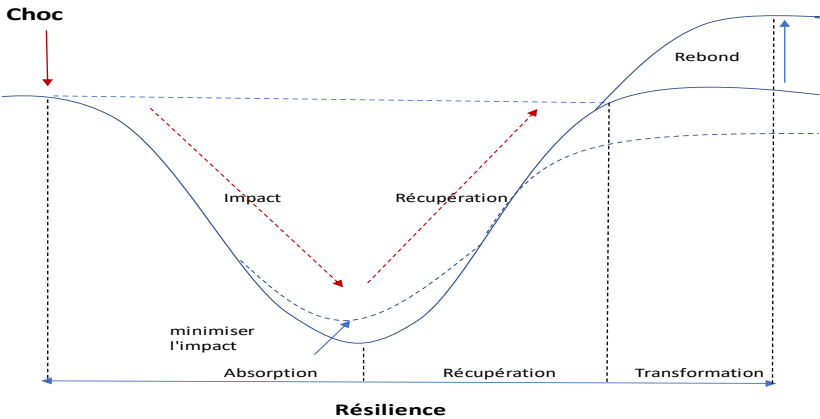
Diagramme : Dimensions de l’Indice de résilience économique



Source : ITCEQ

Par capacité, un deuxième Indice synthétique de l’économie tunisienne (ISRE^e) est élaboré en croisant les indicateurs aux capacités selon la temporalité d’ajustement. Sur cette base, l’économie tunisienne est qualifiée de résiliente, si elle parvient à remplir une ou l’ensemble des trois capacités : absorber le choc (la capacité du système à revenir à un fonctionnement normal à court terme), récupérer (restaurer les fonctions perdues du système à moyen et long terme) et s’adapter (les efforts de changement qu’il faut mettre en œuvre pour que le système retrouve et perfectionne ses fonctionnalités à moyen et long terme).

Figure : La résilience économique selon ses trois capacités



Source : ITCEQ

Sur ce fondement, la conception d'un Indice synthétique de résilience économique de la Tunisie consiste en une double approche : par dimension et par capacité qui sont déclinées, dans le même temps, selon deux lectures. La première, temporelle porte sur l'évolution de la résilience économique de la Tunisie entre 2000 et 2023. La seconde, comparative consiste à apprécier le positionnement de la Tunisie en matière de résilience économique par rapport à un échantillon de 38 pays pour l'année 2023. Notons que des écarts entre les scores des ISRE^d et ISRE^c sont observés et s'expliquent par la méthode d'agrégation des indicateurs dont le nombre est différent selon les dimensions et les capacités.

3. Lecture temporelle : Une résilience en progression mais modérée

a- La résilience selon l'approche par dimension

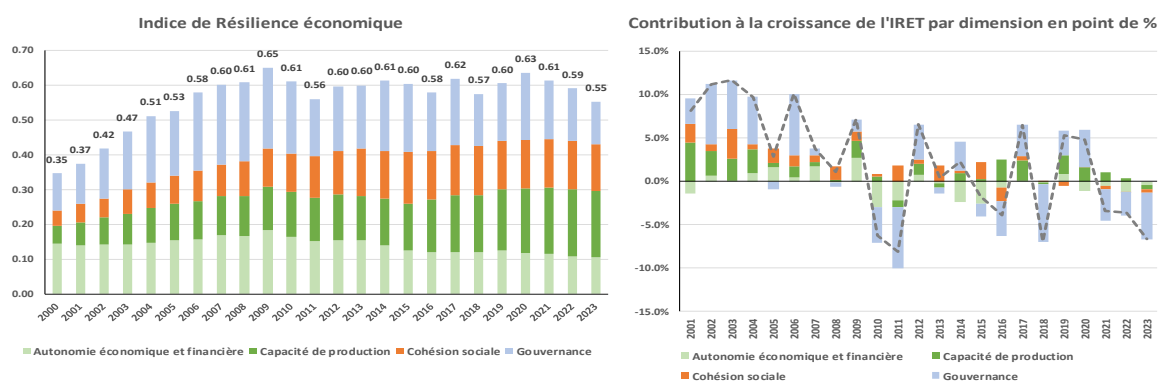
L'indice synthétique de résilience économique, fondé sur les quatre dimensions (gouvernance, autonomie économique et financière, capacité de production et cohésion sociale), s'est globalement amélioré sur la période 2000-2023, passant de 0.35 à 0.55², soit une progression moyenne de 2 % par an. Les dimensions qui ont renforcé la résilience de l'économie tunisienne en préservant une certaine progression sur toute la période sont la capacité de production, la cohésion sociale et dans une moindre mesure la gouvernance qui se sont accru à des rythmes respectifs de 5.9%, de 5% et de 0.5%. En revanche, la capacité de résilience a été affaiblie par l'insuffisance de l'autonomie économique et financière qui a accusé une diminution passant de 0.53 à 0.39 sur la période avec un fléchissement annuel de -1.4%.

Cette progression moyenne sur la période masque, néanmoins, une trajectoire contrastée pour la résilience de l'économie tunisienne. Après un démarrage d'un niveau relativement faible 0.35 au début des années 2000, l'indice a connu une amélioration significative jusqu'en 2009 (+7.3 % par an avec un pic à 0.65 en 2009). À partir de 2010 et jusqu'en 2023, l'indice synthétique entre dans une phase de stagnation qui se prolonge oscillant autour d'un niveau moyen de 0.6. Les effets liés à la succession des chocs subis durant cette période marquée par une instabilité politique prolongée, des tensions sociales récurrentes, et une exposition accrue aux chocs externes, ont impacté la capacité de résilience de l'économie tunisienne qui a ralenti au taux de -0.8% par an sous l'effet du fléchissement de ses déterminants.

La capacité de rebond de l'économie tunisienne en cas de choc se trouve fragilisée par une autonomie économique et financière vis à vis de l'extérieur et une gouvernance qui se dégradent à contre sens des objectifs des politiques publiques.

² L'Indice est mesuré sur échelle de 0 à 1 : < 0,3 : faible ; 0,3 – 0,6 : moyenne basse ; 0,6 – 0,7 : moyenne haute ; > 0,7 : forte.

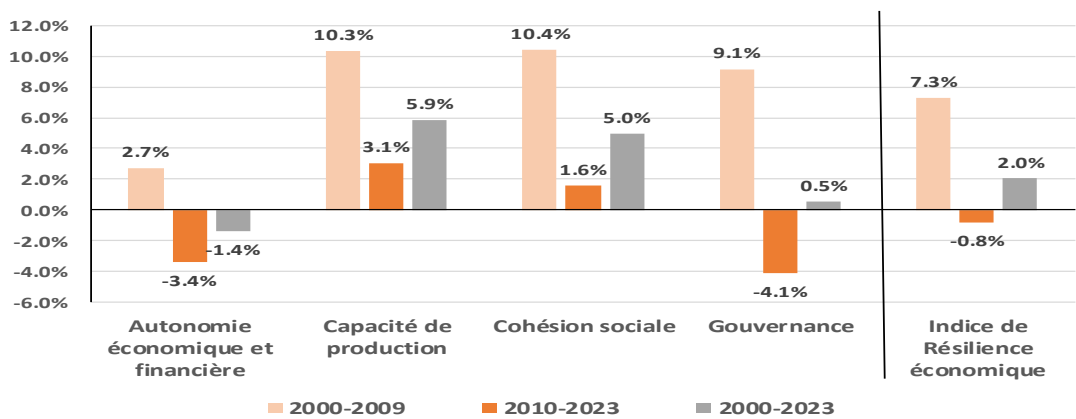
Graphique 1. Indice Synthétique de résilience économique et contribution à la croissance par dimension



Source : Calcul ITCEQ

La mauvaise performance de l'autonomie économique et financière qui s'est accentuée à partir de l'année 2010 traduit une difficulté du pays à réduire sa dépendance énergétique et alimentaire, à mobiliser ses propres ressources, à se financer durablement et à préserver ses équilibres systémiques. De même pour la gouvernance qui après avoir progressé de 9.1% annuellement entre 2000 et 2009 pour atteindre un score de 0.78, s'est replié à partir de l'année 2010 et jusqu'en 2023 de - 4.1% en raison de la baisse de l'efficacité des services publics et de la qualité institutionnelle. Ce retournement souligne une fragilité persistante dans la gouvernance qui limite la capacité de l'État à soutenir durablement les efforts de résilience.

Graphique 2 : Croissance de la résilience économique par dimension et par période



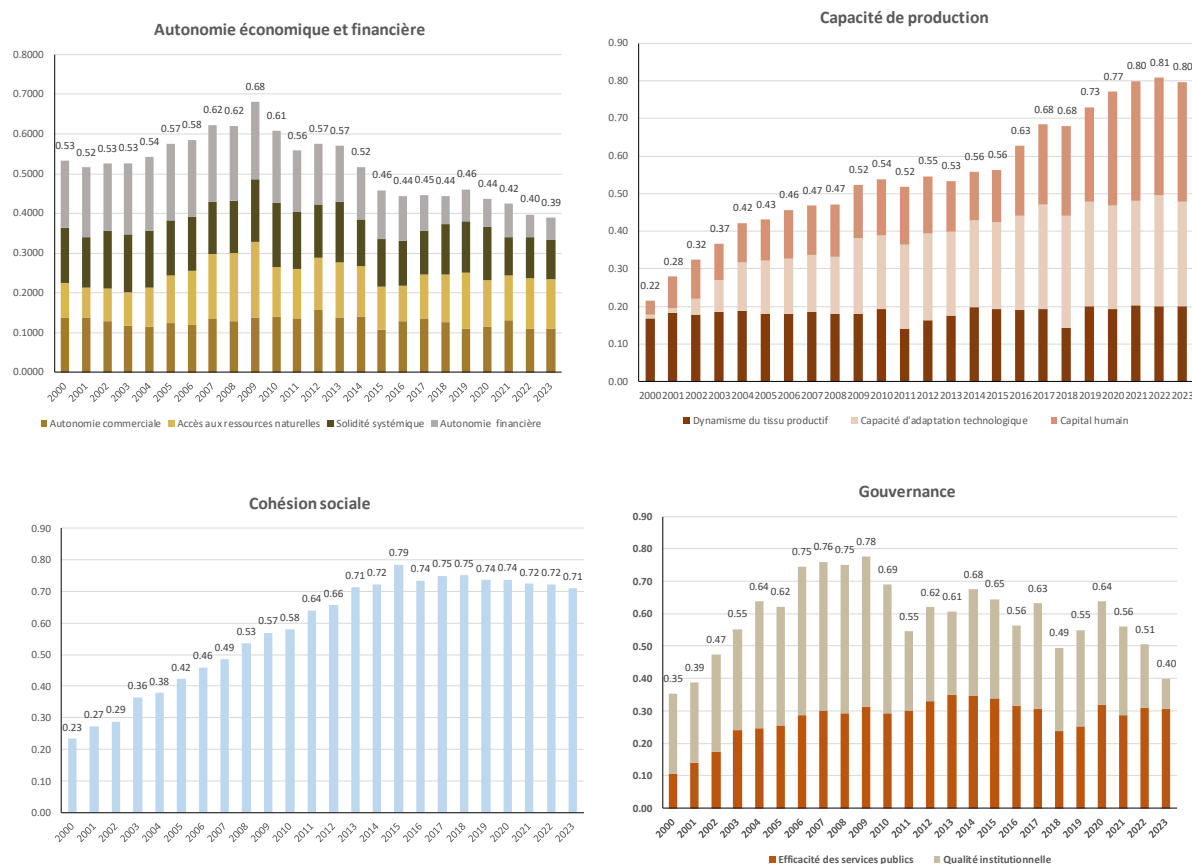
Source : Calcul ITCEQ

La capacité de résilience reste par ailleurs soutenue par deux facteurs qui ont prémuni, si l'on peut dire, l'économie tunisienne des effets perturbateurs des chocs externes et internes compte tenu de la vigueur de leur croissance enregistrée. Le premier facteur est la capacité de production, pilier essentiel de la résilience économique, qui a connu une progression positive et soutenue entre 2000 et 2023 avec un accroissement moyen de +5.9%. Cette progression a été tirée principalement par la capacité d'adaptation

technologique et dans une moindre mesure par le capital humain. Néanmoins, le dynamisme du tissu productif et l'adaptation technologique se sont affaiblis entre 2018 et 2023 avec le repli de l'activité économique, une sortie importante des entreprises et le fléchissement de l'investissement. Cette évolution annonce une perte de vigueur dans la transformation productive du pays avec des conséquences possibles sur l'emploi, la compétitivité et la capacité à faire face aux chocs futurs. Le potentiel dont dispose l'économie tunisienne est en perte de vitesse et risque d'estomper les capacités de résilience aux nouveaux chocs qui sont enclenchés avec les changements technologiques en plein essor.

Le second facteur est la cohésion sociale qui a présenté une tendance ascendante avec un score de 0.23 au début des années 2000, pour atteindre 0.71 en 2023 avec un pic en 2015 de 0.79³. Cette évolution s'explique par une montée progressive des mécanismes d'inclusion et de stabilisation sociale, portée par des ajustements démographiques et des dynamiques institutionnelles favorables avec la baisse du taux de pauvreté, de l'inégalité et celui de dépendance. Ce niveau de cohésion sociale, en dépit de l'instabilité politique et sociale qu'a connue le pays durant la période post révolution, a permis une certaine solidarité qui a évité une fragmentation du système économique. Ce qui attire l'attention, par ailleurs, qu'un certain fléchissement est observé à partir de 2015 qui risque de compromettre cette cohésion et cette capacité à contrer les effets perturbateurs des chocs.

Graphique 3. Indice synthétique de résilience économique par dimension



Source : calcul ITCEQ

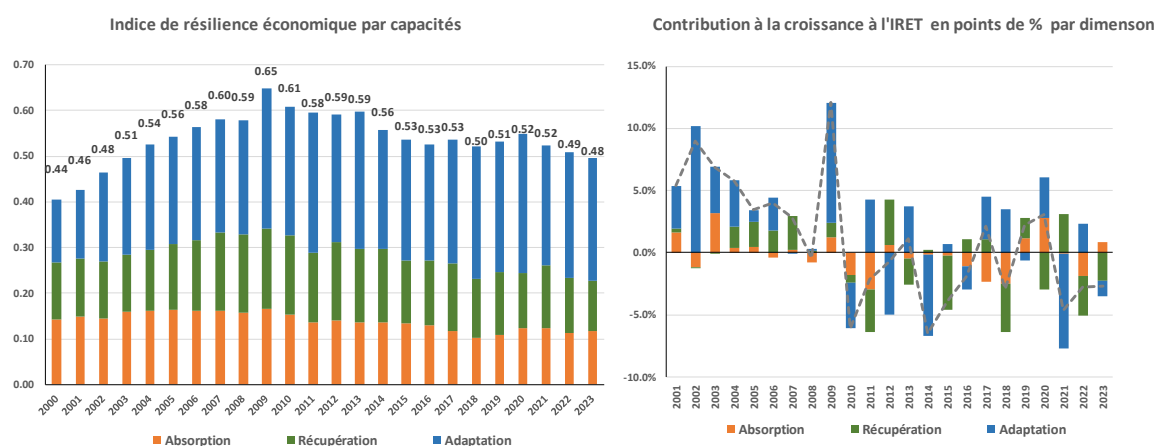
³ Au niveau de la lecture temporelle, la sous-dimension liée à l'engagement sociétal a été exclue faute de disponibilités des données.

Conçu sur la base des déterminants de la résilience économique, l'indice synthétique de résilience économique montre des fragilités sur la fin de la période post révolution et met en avant les faiblesses qu'il faut corriger pour construire un système économique capable de faire face aux chocs et être résilient. Le temps d'ajustement aussi compte face aux chocs. Plus une économie réagit rapidement moins les pertes sont élevées et pour cela il est important de disposer d'un indicateur composite qui renseigne ses capacités dans le temps et aide à prioriser les mesures et les réformes à engager.

b- La résilience selon l'approche par capacité : Une capacité d'absorption et de récupération qui déclinent contre une capacité d'adaptation qui progresse

L'indice synthétique de résilience économique construit selon les trois capacités de résilience économique (capacité d'absorption, de récupération et d'adaptation) présente le même profil à la hausse que celui par dimension avec un accroissement moyen sur la période 2000-2023 de 0.9% passant de 0.4 à 0.5. Cette hausse est tirée principalement par la capacité d'adaptation qui a augmenté de 3% annuellement contre une capacité d'absorption et de récupération qui ont reculé sur la période au taux moyens respectifs de -0.8% et de -0.6%. Ce comportement corrobore la nature de l'ajustement qui s'est produit dans l'économie tunisienne face aux chocs. La reprise du fonctionnement normal de l'économie, selon la lecture des chocs, a mobilisé plutôt les mécanismes d'adaptation qui prennent plus de temps, face notamment aux effets structurels de la sécheresse sur l'agriculture tunisienne et la dépendance alimentaire et énergétique.

Graphique 4 : Indice de résilience économique par capacités et contribution à la croissance par capacité (en %)

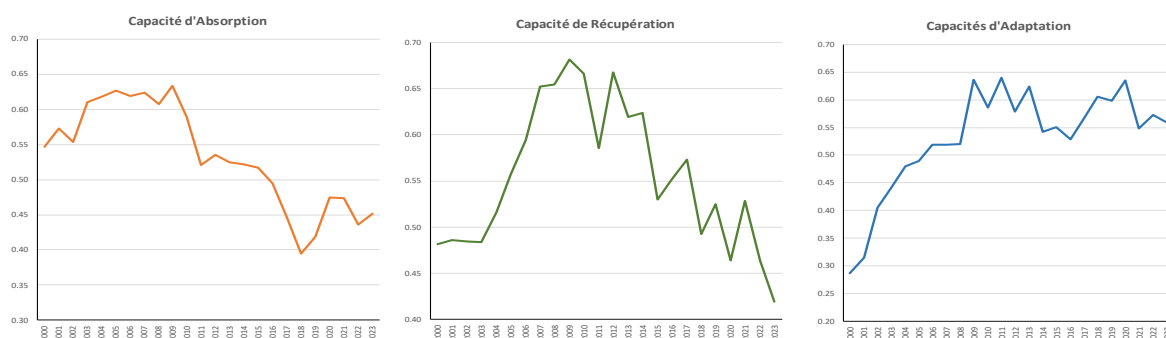


Source : calcul ITCEQ

La capacité d'absorption qui reflète les ajustements de l'économie dans un horizon de court terme face au choc s'est essouffée à partir de 2010 avec une intensité plus sévère à partir de 2018. L'absorption suppose la disposition de mécanismes flexibles qui permettent d'ajuster les déséquilibres et d'amortir les chocs. Le même profil est observé pour la capacité de récupération qui après une phase d'expansion entre 2000 et 2009 de 3.9% annuellement, est entrée dans une phase descendante aux rythme annuel de -3.5% avec des fluctuations qui coïncident avec les chocs recensés. Les aptitudes qui permettent l'ajustement de l'économie pour absorber le choc et restituer ses fonctions essentielles dans le court et moyen terme se sont essouffées sur la période post révolution et s'explique par le manque de

diversification et l'amenuisement des marges excédentaires en termes financiers, alimentaires, énergétiques, sanitaire, etc.

Graphique 5 : Le profil des capacités de résilience dans le temps



Source : Calcul ITCEQ

La capacité d'adaptation de l'économie tunisienne a montré une tendance ascendante de 9.3% entre 2000 et 2009 qui a ralenti par la suite de -0.4% annuellement sur la période 2010-2023. Face à la nature des chocs subis, particulièrement le changement climatique et la pénurie de l'eau, l'adaptation est le moteur du changement pour contrer les effets négatifs et se transformer. Néanmoins, le potentiel construit en capital humain et le progrès réalisé pour renforcer l'innovation et la recherche et développement connaissent un fléchissement qui risque de compromettre les leviers du changement structurel de l'économie tunisienne.

Cette lecture longitudinale de la résilience économique a permis d'identifier les défaillances de capacités et les déterminants qui ont fait défaut dans le temps et qui méritent d'être renforcés non seulement pour faire face aux chocs, mais aussi pour gagner en positionnement extérieur dans une logique de compétitivité et d'attractivité du site pays.

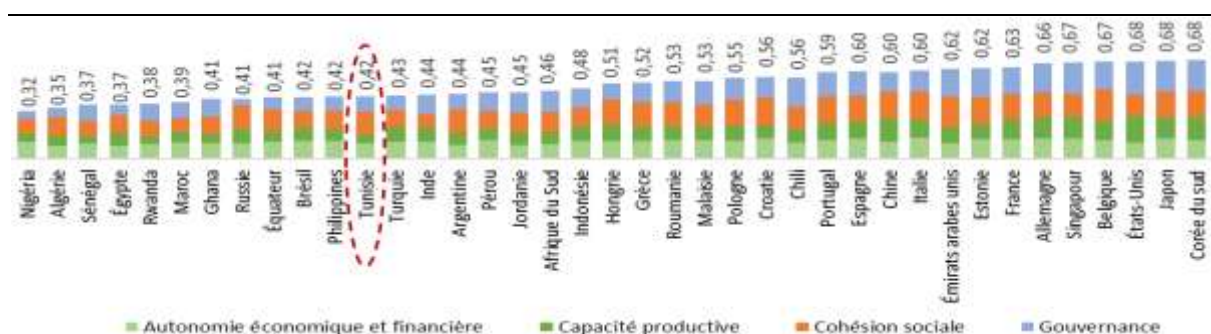
4. Lecture comparative : quelle trajectoire de résilience pour la Tunisie ?

L'analyse du positionnement de la Tunisie s'inscrit dans un cadre comparatif plus large que l'analyse nationale en confrontant ses performances à celles d'un échantillon de pays aux profils de développement variés. Cette lecture permet de mettre en évidence les écarts les plus significatifs, d'identifier les leviers de consolidation de la résilience et d'éclairer la trajectoire de la Tunisie au regard des meilleures expériences.

a- La résilience selon l'approche par dimension

En 2023, la Tunisie occupe le 28^{ème} rang et se situe parmi les pays à résilience intermédiaire-basse présentant un profil comparable plutôt à celle de plusieurs économies émergentes telles que la Turquie, les Philippines ou le Brésil qu'à celle de ses voisins immédiats. Ce positionnement témoigne d'une résilience tunisienne fragile marquée par des vulnérabilités économiques et institutionnelles.

Graphique 6 : Indice synthétique de la résilience selon l'approche par dimension (année 2023)



Source : Calcul ITCEQ

En effet, la dimension de la capacité productive constitue le premier facteur qui a tiré vers le bas le classement de la Tunisie suite notamment au manque de dynamisme du tissu productif, à une faible avancée technologique et aux limites persistantes en matière de capital humain. De plus, l'autonomie économique et financière apparaît aussi comme une autre source de contre-performances pénalisée par une faible dotation en ressources naturelles, d'une faible autonomie financière, d'un manque de solidité systémique et, dans une moindre mesure, d'une faible autonomie commerciale. Par ailleurs et malgré une coopération internationale relativement active⁴, la gouvernance reste en retrait par rapport à la majorité des pays de comparaison appelant à la nécessité de renforcer les réformes institutionnelles qui restent un levier transversal clé pour consolider la résilience globale du pays.

Tableau 2 : Classement de la Tunisie par dimension (2023)

Dimensions/sous dimensions	Score	Rang
Dynamisme du tissu productif	0.36	36
Capacité d'adaptation technologique	0.12	33
Capital humain	0,32	35
Capacité productive	0.27	35
Autonomie commerciale	0.54	23
Accès aux ressources naturelles	0.13	36
Solidité systémique	0.57	29
Autonomie financière	0.44	34
Autonomie économique et financière	0.42	33
Efficacité du gouvernement	0.36	30
Qualité institutionnelle	0.3	32
Coopération internationale	0.61	16
Gouvernance	0.42	30
Stabilité sociale	0.56	24
Engagement et sentiment d'appartenance	0.69	10
Cohésion Sociale	0.62	19
ISRE^d	0.42	28

Source : ITCEQ

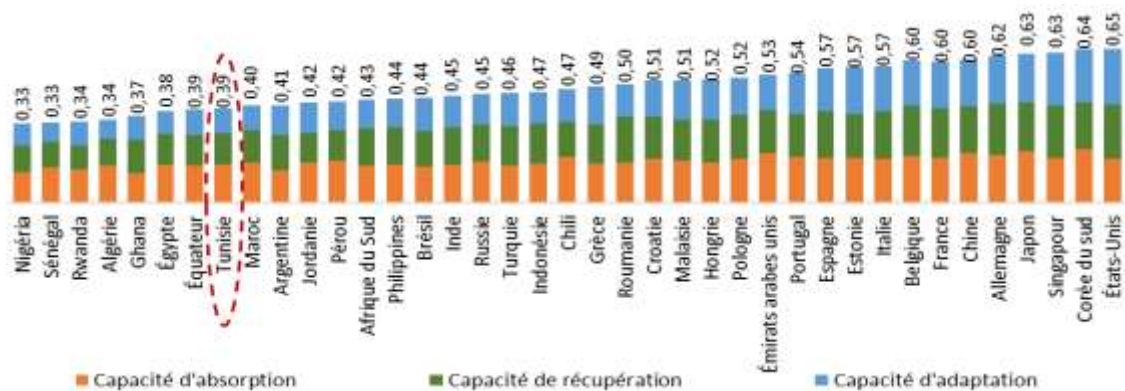
⁴ Cette sous-dimension est renseignée uniquement pour 30 pays.

En revanche, la cohésion sociale joue un rôle d’amortisseur face aux chocs limitant l’impact des autres sources de vulnérabilités puisque cette dimension est moins déficiente que les dimensions économiques et institutionnelles témoignant, ainsi, d’un tissu social globalement préservé. Ce constat rejoint les tendances observées dans l’analyse temporelle, où cette dimension s’est progressivement consolidée, traduisant une capacité sociale à absorber les chocs et à soutenir les efforts d’adaptation.

b- La résilience selon l’approche par capacité

Comparativement aux résultats issus de l’approche par dimension, le classement de la Tunisie en 2023 selon l’approche par capacité affiche une détérioration. Elle occupe, en effet, le 32^{ème} rang et se situe parmi les pays à résilience faible et ce, malgré qu’elle ait pu devancer la quasi-totalité des pays de l’Afrique subsaharienne (à l’exception de l’Afrique du sud) et certains pays arabes à savoir l’Egypte et Algérie. Le Maroc et l’Argentine, bien qu’ils se classent dans le même groupe, ont pu décrocher des positions relativement meilleures que la Tunisie.

Graphique 7 : Indice synthétique de Résilience économique selon l'approche par capacité (année 2023)



Source : Calcul ITCEQ

L’examen détaillé des résultats met en évidence que la capacité d’adaptation constitue le maillon le plus faible de la résilience tunisienne révélant des marges limitées d’ajustement structurel et d’innovation. Malgré une amélioration progressive au fil du temps, les performances de la Tunisie dans ce domaine demeurent en deçà des standards internationaux. Le classement du pays en matière de capacité de récupération reste également modeste confirmant la régression observée de l’indice et illustrant une difficulté à retrouver rapidement l’équilibre après un choc. En revanche, la capacité d’absorption confère à la Tunisie un positionnement relativement plus favorable par rapport aux autres capacités mais reste modérée en termes de performance par rapport aux autres pays retenus.

Tableau 3 : Classement de la Tunisie par capacité (2023)

	Score	Rang
Capacité d'absorption	0.485	26
Capacité de récupération	0.398	31
Capacité d'adaptation	0.305	34
ISRE^c	0.39	32

Source : ITCEQ

Finalement et au vu de ce qui précède, cette analyse met en évidence une résilience économique de la Tunisie encore fragile marquée par un positionnement global qui reste en retrait par rapport aux pays comparateurs. Son classement, au 28^{ème} rang selon les dimensions mais au 32^{ème} rang selon les capacités, souligne la nécessité de concentrer les efforts sur le renforcement de la capacité d'adaptation et de récupération. Ces deux composantes apparaissent comme les leviers prioritaires pour consolider la résilience globale et repositionner la Tunisie parmi les économies émergentes les plus performantes face aux chocs.

5. Actions recommandées pour renforcer la résilience économique de la Tunisie : vers une résilience systémique et transformative

Selon l'analyse menée, la résilience de l'économie tunisienne reste tributaire de sa capacité à renforcer son autonomie économique et financière et sa gouvernance qui conditionnent sa capacité à amortir les chocs dans le court et moyen terme ainsi que de sa capacité à consolider les progrès en matière de cohésion sociale et de capacité de production qui reste, néanmoins en deçà des performances accomplies par les pays de comparaison.

Pour renforcer la résilience de l'économie tunisienne, garantir la cohérence des actions tout au long du cycle de réponse aux chocs et consolider le positionnement international du système économique en matière de résilience, il convient de structurer les réformes à entreprendre selon les trois capacités : absorption, récupération et adaptation.

Renforcer la capacité d'absorption : amortir les chocs sans rupture systémique

- Réduire les coûts et diversifier les sources de financement tout en facilitant les conditions d'accès aux crédits pour augmenter les marges de manœuvre des opérateurs économiques, atténuer les chocs dans le court terme et pouvoir engager des investissements nécessaires pour la récupération et préparer la transformation.
- Activer les accords commerciaux pour renforcer l'intégration commerciale et diversifier les marchés à l'exportation dans un objectif d'autonomie commerciale.
- Augmenter le volume des investissements dans l'infrastructure économique et sociale à travers le budget de l'Etat et les PPP. L'amélioration des services collectifs en santé, éducation, filet de sécurité sociale, transport et logistique permet de garantir la stabilité et une cohésion durable qui augmente la capacité d'absorption et d'adaptation.

Stimuler la capacité de récupération : restaurer rapidement les équilibres après crise

- Stabiliser la production agricole par la mise en œuvre de politique visant la modernisation des pratiques productives principalement l'amélioration de la gestion des ressources en eau et le soutien financier pour faire face aux aléas climatiques ce qui permet de réduire la dépendance alimentaire et assurer un approvisionnement continu des marchés.
- Simplifier les procédures administratives et stabiliser le cadre réglementaire régissant le climat d'investissement plus particulièrement le cadre fiscal pour assurer plus de visibilité aux opérateurs économiques.
- Mettre en place un dispositif institutionnel de coordination, de clarification des responsabilités et de suivi/évaluation des risques tout en renforçant les capacités locales de gestion de crise.

Les collectivités territoriales devraient être dotées de compétences et d'outils adaptés, de disposer de cellules de réponse rapide et d'associer les acteurs locaux aux dispositifs de relance.

Accélérer la capacité d'adaptation : transformer durablement les systèmes économiques

- Renforcer les mécanismes de reconversion des travailleurs dans les secteurs en difficulté et promouvoir la mobilité professionnelle vers les filières porteuses afin de soutenir la réallocation efficace des ressources humaines.
- Développer les compétences d'avenir (numériques, vertes et managériales) en adéquation avec les besoins émergents du marché du travail et des transformations structurelles de l'économie.
- Retenir les talents en favorisant, notamment, la formation continue et en créant un environnement attractif pour les compétences locales et expatriées (politiques de rémunération compétitives, conditions de travail prometteuses, ...) et ce, dans le but d'accompagner la transformation économique.
- Accélérer la mise en œuvre des projets de transition digitale et écologique dans une perspective d'adaptation pour réduire la dépendance commerciale, énergétique et technologique.
- Mobiliser les financements verts, le développement de filières locales et l'adoption de technologies propres dans les secteurs productifs.
- Promouvoir l'économie circulaire pour optimiser l'usage des ressources et assurer plus d'autonomie au niveau de la chaîne d'approvisionnement et préserver les ressources stratégiques, notamment l'eau, l'énergie.
- Relancer la politique industrielle et technologique, en soutenant les secteurs à haute valeur ajoutée et en stimulant l'innovation des PME et en encourageant la diversification par produit (produit touristique, produit agricole, etc...).
- Inscrire la résilience économique comme une priorité dans les stratégies sectorielle, territoriale et nationale de développement articulant les dimensions économiques, sociales et environnementales.

Références :

- Jakob Hafele, Jonathan Barth, Laure-Alizee Le Lannou, Lukas Bertram, Ravi Tripathi, Raphael Kaufmann, Maximilian Engel, « A framework for economic resilience: guiding economic policy through a social-ecological transition », ZOE Institute for Future-fit Economies, 2022.
- Jakob Hafele, Lukas Bertram, Nora Demitry, Laure-Alizee Le Lannou, Lydia Korinek, Jonathan Barth “The Economic Resilience Index: Assessing the ability of EU economics to thrive in times of change”, ZOE Institute for Future-fit Economies, 2023.
- Lucia Alessi, Peter Benczur, Francesca Campolongo, Jessica Cariboni, Anna Rita Manca, Balint Menyherth, and Andrea Pagano, “The resilience of EU Member States to the financial and economic crisis. What are the characteristics of resilient behaviour? “, European Commission, Joint Research Centre, 2018.
- Edward Hill, Harold Wolman, “Economic Shocks and Regional Economic Resilience”, Working paper 2011-03, Building Resilient Regions Network / Institute of Governmental Studies, University of California.
- Ron Martin and Peter Sunley “On the Notion of Regional Economic Resilience: Conceptualisation and Explanation”, Mars 2014, Journal of Economic Geography.

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

L'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ) est un établissement de recherche en économie de développement sous la tutelle du ministère de l'Économie et de la Planification. L'ITCEQ est investi des missions suivantes :

- Suivi et analyse de la compétitivité de l'économie tunisienne, et réalisation des enquêtes annuelles sur le climat des affaires et la compétitivité de l'entreprise mesurant l'Indice de Perception du Climat des Affaires (IPCA) ;
- Réalisation d'études économiques et sociales, dont les études d'impact des politiques et réformes économiques, se rapportant aux priorités et perspectives de développement ;
- Développement d'outils quantitatifs, dont les modèles macroéconomiques, Indicateurs composites (Indicateur de Développement Régional, Indicateur de l'Économie de Savoir, Indicateur de la Compétitivité Globale, Indicateur de Perception du Climat des Affaires), et banques de données nécessaires à la conduite des travaux de recherche.

PRÉSENTATION DU PROJET SAVOIRS ÉCO

Depuis le 1^{er} février 2023, Expertise France met en œuvre le projet « Savoirs Éco en Tunisie » sur un financement de l'Union européenne de 4,5 M d'euros pour une durée de 3 ans. L'objectif du projet est d'appuyer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie à travers un renforcement des Structures Productrices de Savoirs Économiques (SPSE) : i) les structures publiques d'analyse économique et d'aide à la décision ; ii) les laboratoires de recherche en économie ; et iii) les think-tanks issus de la société civile.

Le projet intervient sous la forme d'appuis techniques et financiers déclinés autour de trois composantes : renforcement des capacités des SPSE ; accompagnement à la production d'études/policy briefs par les SPSE ; appui à la diffusion, vulgarisation et expérimentation des recommandations d'études/policy briefs. Pour accompagner la mise en œuvre des activités, Expertise France travaille avec quatre partenaires de mise en œuvre : la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) ; le Global Development Network (GDN) ; France Stratégie et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).